



Direction Accueil et Vie Etudiante

Prestations de services

En application du code de la commande publique

ACCORD CADRE DE TRANSPORT DE PERSONNES PAR VEHICULE AVEC CHAUFFEUR

**Lot n°1 : Transport routier de personnes au moyen de Voiture de
Transport avec Chauffeur (VTC)**

Lot n°2 : Transport routier de personnes au moyen d'autocar

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique

Procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article R.2124-2 1° du code de la commande
publique

Accord cadre n° 2025_17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CAMPUS FRANCE

Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale
Etablissement public à caractère industriel et commercial – loi du 27 juillet 2010 – Siret 752.195.438.00011
28 Rue de la Grange aux Belles 75010 PARIS - Tél : (33) 1 40 40 58 58 – Fax : (33) 1 42 45 10 03

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre	3
ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre	3
2.1. Procédure	3
2.2. Technique d'achat.....	3
2.3. Modalités de commande	3
2.4. Durée de l'accord cadre	3
2.5. Montants de l'accord cadre	4
2.6. Respect du droit du travail.....	4
2.7. Convention de preuve	5
ARTICLE 3. Pièces contractuelles	5
ARTICLE 4. Prix	5
4.1. Définition des prix.....	5
4.2. Révision des prix.....	5
ARTICLE 5. Description des prestations	6
ARTICLE 6. Modalités de règlement	7
6.1. Avances et acomptes	7
6.2. Factures	7
6.3. Paiement :	7
ARTICLE 7. Annulation de transferts/ courses/ mise à disposition (no show).....	7
ARTICLE 8. Pénalités	8
ARTICLE 9. Assurances.....	9
ARTICLE 10. Résiliation.....	10
ARTICLE 11. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	10
ARTICLE 12. Dérogations au CCAG	10

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre

L'accord cadre a pour objet le transport par véhicule avec chauffeur des personnes prises en charges par Campus France.

Il est constitué de deux lots :

- **Lot n°1 : Transport routier de personnes au moyen de Voiture de Transport avec Chauffeur (VTC) ;**
- **Lot n°2 : Transport routier de personnes au moyen d'autocar ;**

ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre

2.1. Procédure

La consultation est lancée selon une **procédure d'appel d'offres ouvert**, définie à l'article R.2124-2 1° du code de la commande publique.

2.2. Technique d'achat

Il s'agit d'un **accord-cadre conclu avec unique opérateur économique**, tel que décrit dans les articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

2.3. Modalités de commande

Les prestations sont commandées par bon de commande de Campus France.

Les modalités de commande relèvent de deux ordres :

1. **Les prestations sont commandées par bon de commande** de Campus France sur la base des items figurant au bordereau des prix ;
2. **Cependant, les prestations peuvent également porter sur des prestations complémentaires qui ne figurent pas dans les prestations du bordereau des prix mais qui sont nécessaires pour mener à bien la mission.** Dans ce cas, un devis est sollicité auprès du titulaire de l'accord cadre. Si Campus France valide le devis, il le signe en apposant la mention « bon pour accord ». Le devis constitue alors un marché subséquent à l'accord cadre.

2.4. Durée de l'accord cadre

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande publique, le présent accord-cadre est valable un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur prend, au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, par écrit en recommandé avec accusé de réception, la décision de ne pas le reconduire.

2.5. Montants de l'accord cadre

Les montants pour la durée de l'accord cadre (soit un an) sont les suivants :

Lot n°1 : Transport routier de personnes au moyen de Voiture de Transport avec Chauffeur

- Montant minimum : *Pas de montant minimum*
- Montant maximum : *460 000 € HT*

Lot n°2 : Transport routier de personnes au moyen d'autocar

- Montant minimum : *Pas de montant minimum*
- Montant maximum : *150 000 € HT*

2.6. Respect du droit du travail

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire transmet :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, Campus France enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre peut être résilié par Campus France sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

2.7. Convention de preuve

Les courriels et les fax reçoivent dans le cadre du marché la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par le représentant de Campus France.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement et son annexe 1 le bordereau des prix ;
2. Le présent CCAP ;
3. Le CCTP ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG - FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le cadre de réponse technique renseigné par le titulaire.

ARTICLE 4. Prix

4.1. Définition des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires et les prestations sont réglées suivant le bordereau des prix unitaires en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées : le prix indiqué dans le bon de commande est multiplié par la quantité effectivement livrée ou exécutée pour déterminer le montant du règlement.

Les prix sont réputés complets, comprenant notamment toutes les prestations décrites dans le CCTP. Ils comprennent donc tout ce qui est nécessaire à l'exécution de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres charges frappant obligatoirement la prestation.

Cependant, les prix du marché sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée retenu est celui applicable à la date du fait générateur.

4.2. Révision des prix

Les prix peuvent être révisés par référence au tarif public du titulaire, à chaque évolution de ce tarif, par application aux prix du marché d'un coefficient d'ajustement (C), soit :

$$Pa = Po \times C$$

Où :

Pa = prix ajusté ;

Po = prix initial à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire.

C = coefficient d'ajustement.

Le coefficient d'ajustement est calculé ainsi :

$$C = I / I_0$$

Où :

C = coefficient d'ajustement ;

I : tarif public en vigueur le jour de l'exécution du service (le tarif utilisé est celui de la prestation qui peut être assimilée à celle inscrite dans le bordereau des prix) ;

I₀ : tarif public en vigueur à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire (le tarif utilisé est celui de la prestation qui peut être assimilée à celle inscrite dans le bordereau des prix)

Les tarifs publics en vigueur à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire sont communiqués à Campus France quinze jours au maximum après la notification de l'accord cadre.

Tous les éléments permettant l'ajustement (nouveaux tarifs publics) doivent être adressés en lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de quinze jours minimum avant la date prévue d'application des nouveaux tarifs, par voie dématérialisée, (les conditions sont indiquées au titulaire après la notification).

L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse.

A défaut de communication des tarifs publics dans les délais ci-dessus indiqués, aucun ajustement n'est réalisé et le titulaire est réputé y avoir renoncé. Cependant, si Campus France constate que les tarifs publics, à la baisse, ne sont pas communiqués, il peut mettre en demeure le titulaire de le faire, sous peine de résiliation.

Butoir :

L'ajustement du prix concerné, **ne peut provoquer une augmentation annuelle du prix concerné de plus de 5 %** (la période annuelle pour l'application de cette clause débute à la date de notification de l'accord cadre et à chaque date anniversaire de cette notification) Si ce butoir est atteint, le prix de règlement est déterminé par l'application de ce butoir au prix concerné.

Sauvegarde :

Si le butoir s'applique plus de 12 mois consécutifs pour un prix, Campus France se réserve le droit de résilier l'accord cadre.

Intéressement sur chiffre d'affaire :

La remise consentie à Campus France en fonction du volume d'affaires annuel, versée avant la fin du mois suivant la fin de l'année considérée, est ferme.

ARTICLE 5. Description des prestations

Les prestations à effectuer sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre.

ARTICLE 6. Modalités de règlement

6.1. Avances et acomptes

Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Si son montant excède 5%, l'avance ne peut être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

6.2. Factures

Pour les lots n°1 et 2, il est fait usage des stipulations du CCTP.

6.3. Paiement :

Par carte logée :

Pour le lot n°1 et 2, le paiement est réalisé par le système de la carte logée dont il est fait usage des stipulations du CCTP.

Dans l'attente de cette mise en place : virement par l'agent comptable de Campus France sur le compte du titulaire.

ARTICLE 7. Annulation de transferts/ courses/ mise à disposition (no show)

Le montant mis à la charge de Campus France dans ce cas est celui indiqué dans le cadre de réponse technique du titulaire et dans le BPU.

ARTICLE 8. Pénalités

8.1 Généralités

L'exécution de l'accord-cadre peut entraîner l'application de pénalités par Campus France sur les sommes dues au titulaire.

Sauf dérogation explicite dans le présent document, et en cas de manquement aux obligations contractuelles par le titulaire, l'application des pénalités sont dues de plein droit à Campus France sans qu'une mise en demeure préalable ne soit obligatoire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro. Campus France peut toutefois, par décision motivée, décider de ne pas appliquer les pénalités.

Les pénalités sont cumulables. Elles sont plafonnées à 10 % de chaque bon de commande et s'appliquent au plus tard à l'achèvement du bon de commande concerné.

8.2 Pénalités applicables

Pénalité pour interruption des prestations	Si une interruption des prestations survient lors de l'exécution de la prestation, le titulaire en court, et ce jusqu'à exécution de la prestation, la pénalité suivante	100 € par jour d'interruption jusqu'à reprise de l'exécution des prestations
Pénalité pour retard lors d'une commande	Lorsque le délai d'arrivée du véhicule est supérieur à 15 minutes pour les courses dont le lieu de prise en charge est Paris intra-muros ou dans les départements limitrophes se situant dans la zone d'activité parisienne (au sens de la réglementation des taxis),	Campus France a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de 10 € par course ou transfert en retard.
Pénalité liée à la qualité du service	Incident lié au comportement contraire à la qualité de service attendue d'un chauffeur	Pénalité égale au montant de la course. Campus France peut exiger de la part du titulaire la production d'un rapport circonstancié dans les quarante-huit heures à compter des faits signalés ci-dessus.
Pénalité pour non-respect d'une obligation contractuelle	Toute obligation contractuelle qui n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique peut faire l'objet d'une pénalité après mise en demeure restée infructueuse pendant huit (8) jours, ce délai pouvant être ramené à 48 heures en cas d'urgence.	100 € par jour calendaire

En cas de persistance de non-respect des délais, Campus France a la possibilité de résilier le marché conformément aux dispositions prévues à l'article 41 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services

7.3 Pénalités relatives à la situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail

1. En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment aux articles D.8222-5 et suivants et D.8254-2 du code du travail, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard et par document est encourue, sans mise en demeure préalable. La pénalité est également encourue dans les mêmes conditions pour le défaut de production périodique desdits justificatifs et attestations pour les sous-traitants directs et indirects.
2. En outre, en cas de manquement présumé du titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation.
3. En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L.1262-4-1 I. 2e alinéa du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.
4. En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L.1262-2-1 du code du travail, une pénalité de 5 000 € par jour calendaire à compter du début du détachement et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

Les pénalités visées au présent article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire.

7.4 Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés

En cas de manquement à l'une quelconque des obligations législatives et réglementaires en vigueur relatives aux salariés détachés par une entreprise non établie en France, le titulaire est passible d'une pénalité de 1000 € par infraction constatée et par jour, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités visées au présent article sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente jours suivant le constat de l'infraction, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 9. Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de Campus France et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de Campus France et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et de Campus France, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir pendant la période d'exécution contractuelle.

ARTICLE 10. Résiliation

Campus France peut résilier l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS. Si la décision de résiliation le mentionne expressément, la prestation peut être exécutée aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation au CCAG-FCS article 45, en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, Campus France se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire y compris dans le cas où ce retard n'entraîne pas résiliation de l'accord cadre.

ARTICLE 11. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Le titulaire doit obligatoirement notifier à Campus France toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par Campus France sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par Campus France. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

ARTICLE 12. Dérogations au CCAG

Article du CCAP dérogeant aux stipulations du CCAG	Article du CCAG concerné par la dérogation
14	8
45	10